

EN ATTENDANT L'ÉCHEC DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Jacques Chirac épure son camp



Après la déroute des élections régionales, le troisième gouvernement Raffarin n'a pas été conçu pour répondre au mécontentement social, mais pour épurer la majorité présidentielle. Nicolas Sarkozy s'est vu confier un grand ministère empoisonné et les centristes qui risquaient de faire bloc derrière lui ont été exclus du gouvernement. Alors qu'il n'a rien résolu des problèmes institutionnels et qu'il poursuit une politique thatchérienne impopulaire, Jacques Chirac devra aussi faire face à la prévisible fronde des Conseils régionaux et à la vengeance glacée de Valéry Giscard d'Estaing au Conseil constitutionnel.

page 2

### Repentance d'un oligarque ?

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Mikhail Khodorkovsky bat sa coulpe. Il observe que les partis libéraux qu'il a soutenus ne sont pas crédibles, que les oligarques dont il a fait partie ont vécu dans un luxe provoquant et, qu'en définitive, Vladimir V. Poutine est encore le moins mauvais des défenseurs des libertés. On objectera que ce long article a été écrit au fond d'une cellule du centre de détention provisoire n° 4 et qu'il n'est donc pas forcément la manifestation d'une expression libre.

page 7

REPÈRE : 2 AVRIL 1880

### L'école scandaleuse de Paul Robin

Le 2 avril 1880, à Cempuis (Oise), le pédagogue anarchiste Paul Robin crée un orphelinat où une pédagogie originale tranche avec la violence des « écoles casernes » de l'époque. L'éducation est basée sur l'observation, le développement du sens artistique de l'enfant et la prise en compte de ses désirs. 20 ateliers différents proposent une formation complète à un métier (de la boulangerie à l'imprimerie, en passant par la photographie ou la maçonnerie). La production des ateliers est vendue et les enfants décident eux-mêmes de l'utilisation de l'argent ainsi gagné. La démocratie directe et la mixité sont la règle et les 600 enfants passent deux mois chaque été au bord de la mer. « *Laissez l'enfant faire lui-même ses découvertes, attendez ses questions, répondez-y sobriement, avec réserve, pour que son esprit continue ses propres efforts, gardez-vous par-dessus tout de lui imposer des idées toutes faites, banales, transmises par la routine irréfléchie et abrutissante.* » Quinze ans après, sur pression des conservateurs, catholiques et socialistes, « *l'école scandaleuse* » sera fermée. ■

TOUT VA POUR LE MIEUX EN IRAK ET DANS LE MONDE GRÂCE AUX ÉTATS-UNIS

### Le Congrès glorifie l'invasion de l'Irak



Nous publions ci-dessous la résolution n°557 de la Chambre des représentants des États-Unis adoptée sans amendements. Elle proclame la libération de l'Irak, l'amélioration de la sécurité du monde depuis la victoire sur Saddam Hussein et la vaillance des GI's, privant ainsi de tout intérêt le débat sur les armes de destruction massive et les mobiles de la guerre. Cette déclaration d'autosatisfaction rappelle par son style littéraire les grands textes des régimes totalitaires. Elle manifeste un décalage étonnant entre le discours et la réalité : au moment où elle est adoptée, des bombes explosent à Madrid, la foule irakienne lynche des mercenaires états-uniens et le taux de suicide atteint des sommets chez les GI's.

page 14

## En attendant l'échec des élections européennes

# Jacques Chirac épure son camp

**Après la déroute des élections régionales, le troisième gouvernement Raffarin n'a pas été conçu pour répondre au mécontentement social, mais pour épurer la majorité présidentielle. Nicolas Sarkozy s'est vu confier un grand ministère empoisonné et les centristes qui risquaient de faire bloc derrière lui ont été exclus du gouvernement. Alors qu'il n'a rien résolu des problèmes institutionnels et qu'il poursuit une politique thatchérienne impopulaire, Jacques Chirac devra aussi faire face à la prévisible fronde des Conseils régionaux et à la vengeance glacée de Valéry Giscard d'Estaing au Conseil constitutionnel.**



Le président français, Jacques Chirac, a reconduit dans ses fonctions son Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui lui avait présenté sa démission après la déroute de la majorité présidentielle aux élections régionales. M. Raffarin a formé un troisième gouvernement dont la composition a été rendue publique, mercredi 31 mars 2004. À peine nommé, ce cabinet a été vivement critiqué, non seulement par la gauche, mais par le centre-droit. Il ne semble pas être conçu pour durer au-delà des élections européennes du 13 juin prochain.

La plupart des commentateurs se contentent d'observer que les électeurs ont sanctionné la politique sociale du gouvernement, mais que, loin d'en tenir compte, le président de la République maintient ses orientations et s'entoure

d'une équipe tout à sa dévotion. Comme s'il s'enfermait avec son clan dans une tour d'ivoire, sourd aux grondements du peuple.

## Une crise des institutions

Cependant cette analyse est insuffisante. Pour comprendre la crise actuelle, il faut analyser bien plus en amont les problèmes.

En 2002, les Français avaient clairement sanctionné l'ensemble des partis de gouvernement, et particulièrement ceux de droite, au premier tour de l'élection présidentielle. L'abstention des uns et la dispersion des voix des autres avaient éliminé le candidat socialiste Lionel Jospin, et permis au candidat d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, d'accéder au second tour. Dans **l'analyse que nous avions alors publiée**, nous avons montré que les citoyens condamnaient l'échec du régime, incapable d'atteindre en 40 ans le but qu'il s'était fixé.

La constitution de 1958 a été imposée dans le contexte de la crise algérienne, à la suite du **coup d'État du 13 mai** qui porta le général De Gaulle au pouvoir. Elle a été admise, malgré son caractère plus bonapartiste que républicain, dans la mesure où elle devait régler la question coloniale en respectant le principe républicain d'égalité en droits : soit assurer l'égalité entre colonisés et métropolitains, soit accorder l'indépendance aux colonies. Or, dans la pratique, le problème colonial s'est déplacé en métropole : l'Algérie et autres ont acquis leur indépendance, mais des Français ont hérité du statut de colonisé de leurs parents et sont devenus des citoyens de seconde zone.

Au second tour de l'élection présidentielle de 2002, les partis de la gauche de gouvernement, affolés par leur perte de légitimité, ont appelé à voter pour le candidat de la droite. Ils ont mobilisé leur électorat en mettant en scène avec succès un prétendu péril d'extrême droite, alors qu'un simple calcul montrait qu'en cas de vote blanc ou d'abstention de la gauche, Jacques Chirac aurait été de toute manière largement élu. Dans ce contexte, les Français de culture arabo-musulmane ont largement voté Chirac et l'on a pu observer quantité de drapeaux marocains et algériens à la fête qui suivit la victoire du candidat de droite. Par réaction, tout autant que pour des raisons de politique internationale, **des organisations juives ont appelé à voter pour l'extrême droite** que jusqu'alors elles combattaient.

Du coup, la participation a été maximale et Jacques Chirac a été élu à 82%. Mais une fois installé à l'Élysée, il n'a rien fait, ni pour répondre au problème d'inégalité sociale, ni pour réfuter les thèses de l'extrême droite. La crise institutionnelle reste entière.

## La gauche plurielle incapable de s'opposer à Raffarin

Les deux gouvernements Raffarin successifs ont mis en œuvre une politique dite libérale, en réalité de défense d'intérêts de classe, inspirée du thatchérisme, avec notamment une réforme des régimes de retraite particulièrement injuste et un démantèlement du secteur associatif. Ils ont feint d'avoir un mandat pour cela, alors que ce programme n'avait jamais été discuté, ni même exposé, au préalable. Les partisans d'une politique sociale ont été éliminés, en premier lieu desquels l'ancien président du parti néo-gaulliste, Philippe Séguin.

Mais la gauche ne paraissait pas en mesure de s'opposer à cette politique, dans la mesure où elle s'était elle-même adossée au patronat financier dans la période précédente. Lionel Jospin, on se souvient, avait même organisé la chute

de Jean Gandois, représentant du capitalisme industriel, pour installer à la tête du patronat son ami le **baron Ernest-Antoine Seillière de Laborde**, héraut de la **financiarisation**. En réduisant la durée de travail pour créer une variable d'ajustement de l'emploi, le gouvernement de gauche plurielle avait involontairement provoqué une baisse du pouvoir d'achat des employés de base. La querelle portait donc moins sur les objectifs que sur les méthodes et les rythmes de réalisation.

Sur le plan institutionnel, Jean-Pierre Raffarin s'est trompé de diagnostic. Il n'a pas imaginé de réforme permettant de rendre effective l'égalité des citoyens quelque soit leur culture d'origine et leur couleur, mais s'est lancé dans une régionalisation répondant à des attentes exprimées par les Français dans les années 70 et 80. Or cette réforme arrivant tardivement dans un contexte international nouveau favorise moins la démocratie locale que la vulnérabilité à la globalisation.

Par ailleurs, pour se prémunir du débauchage des électeurs de droite par l'extrême droite, le gouvernement Raffarin a modifié les lois électorales de manière à empêcher l'émergence de nouveaux partis et à renforcer les effets majoritaires. Mais c'est précisément ce système qui a augmenté sa déroute. Se trouve ainsi vérifiée une fois de plus, la règle selon laquelle tous ceux qui modifient les lois électorales à leur profit sont en fait les premiers à en faire les frais.

## Les atlantistes se retrouvent autour de Sarkozy

Survint la crise irakienne qui fit apparaître des clivages inattendus aussi bien à droite qu'à gauche. Le peuple étant massivement opposé à l'intervention états-unienne, tandis que le sort des élites paraissait lié à la victoire de l'Empire. Cette configuration réactiva à droite le vieux débat entre néo-gaullistes (autour de Jacques Chirac) et atlantistes (autour des centristes). L'ambitieux ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, ne tarda pas à se placer en chef de file des atlantistes et donc à se rapprocher des centristes. Ainsi se rejouait un scénario connu : après avoir vu son « *ami de trente ans* », Edouard Balladur, se dresser contre lui et devenir le candidat des centristes, Jacques Chirac, voyait son ancien « *futur gendre* » prêcher l'ouverture au centre. Pourtant, pour prévenir la réédition de ce cauchemar, le président avait tenté de faire fusionner tous les partis de droite en une formation unique, l'UMP, mais un groupe de centristes résistait encore autour de François Bayrou.

En outre, des trois hommes du président, le premier, Jérôme Monod, était trop âgé pour espérer lui succéder et le second, Alain Juppé, était éliminé par une décision judiciaire. Le seul restant, Dominique de Villepin, devait donc être ménagé pour tenir la distance jusqu'à la prochaine élection présidentielle, en 2007.

## En attendant les élections européennes

Dès lors, le président de la République perdait toute marge de manœuvre. Son gouvernement était désavoué à l'occasion des élections régionales : toutes les régions métropolitaines, à l'exception de l'Alsace, étaient emportées par la

gauche. Il devrait, selon toute probabilité, être à nouveau désavoué lors des élections européennes du 13 juin. Le président n'avait donc d'autre choix que de reconduire l'impopulaire Jean-Pierre Raffarin comme Premier ministre, de le carboniser en juin, et de ne nommer qu'alors Dominique de Villepin à Matignon.

Sur cette base, vécue comme une provocation par de nombreux électeurs, il ne pouvait que former un gouvernement de combat, non pas contre son opposition de gauche, mais contre sa contestation interne. Il a donc nommé Nicolas Sarkozy au prestigieux ministère de l'Économie avec l'idée de le discréditer en lui imputant les catastrophes économiques et sociales à venir. On se souvient que Jacques Chirac s'était ainsi débarrassé d'Alain Madelin en quelques mois, en lui confiant le même ministère. De plus, à défaut de faire éclater le groupe centriste, le président l'a exclu de son gouvernement. Ainsi sur 43 ministres : on compte 1 UDF (Gilles de Robien), 4 UMP dissidents (Nicolas Sarkozy et ses amis Dominique Perben, Patrick Devedjian et Nicolas Forissier) et 38 chiraquiens pur sucre.

## Une stratégie risquée

Cette stratégie, plus subie que choisie, a les inconvénients de ses avantages : si elle permet d'épurer la droite, elle isole un peu plus le président, le prive de fusibles crédibles, et l'expose donc en cas de turbulences majeures. Or celles-ci ne manqueront pas d'advenir rapidement. La réforme annoncée de la sécurité sociale prendra la forme d'une privatisation rampante. Elle a d'ailleurs été confiée à un assureur privé, Xavier Bertrand (secrétaire d'État à l'Assurance maladie). Elle ne manquera pas de susciter des manifestations de masse au moins comparables à celles qui bloquèrent le pays en décembre 1995. Le piège devrait alors se refermer sur Nicolas Sarkozy, mais pourrait aussi emporter tout le gouvernement. On imagine la difficulté pour le ministre de l'Économie de paraître neutre, lorsqu'en plein conflit social, il recevra la délégation du patronat vice-présidée par son frère Guillaume.

Dans la foulée de cette épuration. Le président à limogé les deux ministres issus de la très atlantiste **Fondation Saint-Simon** (Luc Ferry et Francis Mer). Il a au contraire puisé dans le club de La Boussole, un groupe de jeunes députés intégristes, soucieux d'appliquer le programme de l'UMP tant que c'est possible (Xavier Bertrand, Renaud Donnedieu de Vabres, Marc-Philippe Daubresse, Nicolas Forissier, Laurent Hénart, Marie-Anne Montchamp, Catherine Vautrinet Éric Woerth).

En matière de politique étrangère, l'affrontement avec les États-Unis a été suivi de tentatives de rabibochage en Haïti, en Géorgie et dans le Darfour, pour recoller la droite. La nomination de Michel Barnier, lui-même directement impliqué en Haïti aux côtés de la **sœur de Dominique de Villepin**, devrait accélérer ce rapprochement.

En définitive, une fois de plus Jacques Chirac s'affronte à la « *malédiction des deux ans* » : il excelle à gagner les campagnes, à s'affirmer en leader, mais se montre incapable de gouverner dans la durée au point de rencontrer un échec majeur deux ans après une éclatante victoire. À moins de trouver une nouvelle

cause à défendre, il risque de se laisser déborder par les conflits internes d'une coalition hétéroclite qu'il ne maîtrise pas. D'autant que les Conseils régionaux acquis par la gauche ne manqueront pas de s'opposer au pouvoir parisien et que son vieil ennemi, Valéry Giscard d'Estaing, faisant jouer un privilège des anciens présidents de la République, s'invite au Conseil constitutionnel.

**Jean Rousseau**

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meysan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### **Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Repentance d'un oligarque ?

## Analyse

Mikhail Khodorkovsky, dans une tribune publiée en russe par *Viedomosti* et en anglais par le *Moscow Times*, bat sa coulpe. Il observe que les partis libéraux qu'il a soutenus ne sont pas crédibles, que les oligarques dont il a fait partie ont vécu dans un luxe provoquant et, qu'en définitive, Vladimir V. Poutine est encore le moins mauvais des défenseurs des libertés. On objectera que ce long article a été écrit au fond d'une cellule du centre de détention provisoire n°4 et qu'il n'est donc pas forcément la manifestation d'une expression libre. D'autant que les avocats suisses de Mikhail Khodorkovsky nous ont invités à une conférence de presse impromptue à Genève pour dénoncer les pressions exercées sur leur client.

Autre publication étrange : le colonel Mohammed el-Ghanam brocarde une fois de plus le régime d'Hosni Moubarak. Il assure dans l'*International Herald Tribune* que les abus de la dictature égyptienne sont la source locale du terrorisme et se félicite donc du projet états-unien de démocratisation du « grand Moyen-Orient ». Le lecteur s'interrogera cependant avec perplexité sur la dénonciation des arrestations arbitraires et de la torture par un officier qui était encore, il y a cinq ans, ministre de l'Intérieur et à ce titre coresponsable des crimes qu'il atteste.

François Crémieux déplore dans *Le Monde* les dernières violences aux Kosovo. Il en impute la responsabilité aux Albanais et aux Serbes qu'il renvoie dos-à-dos. Selon lui, la seule solution est de transférer le pouvoir aux Albanais, qui sont ultra-majoritaires, comme souhaitait le faire le docteur Kouchner. Un point de vue qui revient à préconiser une « démocratie ethnique ».

Borut Grgic du CSIS considère, quand à lui, que le problème du Kosovo ne peut être réglé qu'en prenant en compte le contexte général des Balkans, sans pour

autant globaliser la solution. Chaque État et chaque province mérite une solution appropriée, souligne-t-il dans *Gulf News*. Un point de vue qui, implicitement, ouvre la voie à une modification des frontières, qu'il s'agisse de l'indépendance du Kosovo ou de son rattachement à l'Albanie.

Le sociologue Amitai Etzioni remarque que les populations des pays libérés sont bien incapables d'assumer leurs nouvelles libertés. Certains s'enfoncent dans des comportements déviants et antisociaux, tandis que d'autres, par réaction, en viennent à regretter les anciennes dictatures. La libération doit donc s'accompagner d'un contrôle social accru lequel ne peut être mis en œuvre que par les Églises, poursuit-il dans le *Christian Science Monitor*. C'est pourquoi, il ne faut surtout pas déparer les Églises de l'État dans ces pays. Cette analyse cynique a le mérite de la clarté : elle assimile sans détour les Églises à des polices du comportement.

Enfin, l'ancien ministre de l'Environnement Yves Cochet alerte les lecteurs français sur les conséquences de la réduction prévisible de l'offre pétrolière. Dans *Le Monde*, il souligne que seule une internationalisation de la gestion des ressources pétrolières peut éviter la multiplication de conflits armés et l'effondrement des économies des pays qui seront exclus les premiers de l'accès à l'énergie.

Réseau Voltaire

## Mikhail Khodorkovsky



Mikhail Khodorkovsky est ancien PDG de Yukos et son principal actionnaire. Anciennement considéré comme l'un des plus puissants oligarques russes et l'un des vingt hommes les plus riches du monde selon le magazine *Forbes*, il est aujourd'hui en prison pour fraude et en attente de jugement. Il est toujours formellement

### « L'indiscutable crise du libéralisme russe et les moyens pour la résoudre »

Source : Moscow Times

Référence : « The Indisputable Crisis of Russian Liberalism », 31 mars 2004.

« Liberalism in Crisis : What Is to Be Done ? », 1er avril 2004.

Par Mikhail Khodorkovsky, *Moscow Times*.

Il y a peu de doute que le libéralisme russe est en crise. Pourtant si on m'avait dit il y a un an que ni le parti Yabloko, ni le Parti des forces de droite, ne parviendraient à franchir la barre des 5 % aux élections à la Douma, je ne l'aurais pas cru. Officiellement, deux candidats libéraux se sont présentés à l'élection présidentielle, mais aucun n'était crédible.

Nous sommes en train d'assister à une capitulation des libéraux. Les termes « liberté d'expression », « liberté de pensée » et « liberté de conscience » sont devenus des clichés vides de sens. Plus personne ne s'intéresse au sort de ces partis, leur projet de fusion ne suscite pas de réaction non plus, et le « Comité 2008 », censé devenir la conscience du libéralisme russe, admet son impuissance. Pendant ce temps, les partis nationalistes revanchards prospèrent et, en comparaison, Vladimir Poutine apparaît comme un libéral.



administrateur de  
l'International Crisis Group  
et membre du Carlyle  
Group.

On ne peut pas se résoudre cependant à la mort du libéralisme russe et la soif de liberté demeure en chaque homme. Si les partis libéraux se sont effondrés, c'est parce que, contrairement aux précédentes élections, le gouvernement ne les a plus soutenu. Le gros problème des libéraux et qu'ils n'ont pas assez tenu compte des problèmes du pays dans leur projet et qu'ils n'ont pas voulu dire la vérité à la population sur les difficultés qu'allaient engendrer les privatisations. De plus, ils ont mal géré la crise de 1998 et vécu dans un luxe ostentatoire qui a achevé de les discréditer. Certains ont, en plus, décrédibilisé le discours libéral en soutenant la liberté d'expression tout en tentant de prendre le contrôle des médias.

Le monde des affaires, en soutenant les politiciens libéraux, s'est rendu complice de leur mensonge et cela nous a nuit. Nous avons été qualifiés « d'oligarques » alors que nous étions à la merci de la bureaucratie et nous étions accusés de tous les maux du pays alors que nous avons créé deux millions d'emplois bien rémunérés. Quoi que nous fassions, nous ne pouvions pas améliorer notre image car nous étions associé au « parti de la tromperie ». C'est une erreur commune de croire que le monde des affaires est forcément partisans des réformes libérales. Le monde des affaires veut avant tout gagner de l'argent. Il est plus facile pour lui de le faire en discutant avec des autorités autocratiques qu'avec des dirigeants soumis aux contrôles d'institutions civiques. Le monde des affaires trouvera toujours des moyens de faire de l'argent avec quelque régime que ce soit, quelle que soit sa nationalité. Pour ma part, j'aime la Russie, qui est ma patrie, et j'ai compris trop tard qu'il fallait que je m'investisse dans la philanthropie pour l'aider. C'est lors de cette prise de conscience que je me suis éloigné du monde des affaires.

Aujourd'hui, que doivent faire les libéraux ? :

- ▶ Nous devons élaborer une nouvelle stratégie d'interaction avec l'État.
- ▶ Il faut chercher ce qui est bon pour la Russie et pas forcément ce qui est bon pour l'Occident.
- ▶ Il faut cesser de contester la légitimité de Poutine. Qu'on l'aime ou pas, il est président.
- ▶ Il faut cesser de mentir à nos concitoyens sur les conséquences économiques des actions entreprises.
- ▶ Il faut cesser de regarder au niveau mondial et reconnaître que le projet libéral doit avant tout fonctionner dans un contexte national.
- ▶ Il faut légitimer les privatisations en en faisant profiter toute la population en réformant les systèmes de taxation sur les bénéficiaires qui en sont retirés.
- ▶ Il faut créer de nouvelles institutions sociales.

## Mohamed el-Ghanam

Mohamed el-Ghanam a été colonel dans la police égyptienne et ministre de l'Intérieur égyptien jusqu'en 1999. Chargé de la formation de la police aux techniques anti-terroristes, il est aujourd'hui retraité et vit réfugié en Suisse.

### « Moins de carottes, plus de bâtons »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Fewer carrots, more sticks », par Mohamed el-Ghanam, *International Herald Tribune*, 1er avril 2004.

En tant que citoyen égyptien et ancien ministre de l'Intérieur, je voudrais faire quelques remarques sur le projet états-unien de « Grand Moyen-Orient » qui vise à instaurer la démocratie dans les États arabes.

Je pense, comme les États-Unis, que les dictatures et la corruption dans le monde arabe sont la cause du terrorisme et que, par conséquent, les dictatures arabes sont la vraie cause du 11 septembre. La politique états-unienne de soutien à ces dictatures a échoué. Le projet américain pour établir la démocratie ne sont pas des ingérences injustifiées dans les affaires intérieures arabes car la torture, les emprisonnements abusifs, les assassinats et les confiscations de biens sont des crimes contre l'humanité qui réclament une réaction de la communauté internationale. Ces abus sont aussi importants que le problème palestinien dans l'émergence du terrorisme. Les dirigeants arabes ont trop longtemps utilisé la cause palestinienne pour continuer à dominer leur peuple. Quelques dictatures arabes, dont la Syrie et l'Égypte, ont proposées des mesures de réforme alternative limitées pour répondre au projet états-unien, mais leurs projets ne sont pas acceptables car les dirigeants arabes qui sont une partie du problème ne peuvent pas être une partie de la solution. Il est temps de soutenir les dissidents arabes qui vivent en Europe et aux États-Unis pour faire pression sur les pays arabes et les obliger à accepter la démocratie. Pour ne pas prêter le flanc aux critiques conspirationnistes, les États-Unis doivent respecter l'islam et travailler avec les forces musulmanes modérées. Dans la politique de la carotte et du bâton, les États-Unis doivent privilégier le bâton car ils ont pu constater avec **Hosni Moubarak** que donner beaucoup aux dictateurs ne servait à rien.

## François Crémieux

François Crémieux, ancien directeur de l'hôpital de Mitrovica au Kosovo et casque bleu français, est directeur adjoint de l'hôpital Louis Mourier de Colombes (Hauts-de-Seine).

### « Kosovo : vite, le pouvoir aux Albanais ! »

Source : Le Monde

Référence : « Kosovo : vite, le pouvoir aux Albanais ! », par François Crémieux, *Le Monde*, 1er avril 2004.

L'un des paradoxes de la crise kosovare est que plus la communauté internationale tardera à transférer la souveraineté aux Albanais, plus les minorités serbes seront en danger dans la province. Les événements récents démontrent en effet la fragilité des systèmes mis en place par l'ONU et la communauté européenne. À partir d'une bête guerre des boutons entre enfants albanais et serbes, on est arrivé à des émeutes au bilan tragique.

La haine entre communautés existe bien, mais si les manifestations silencieuses du jour ont dégénéré en émeute, c'est que certains sont désireux d'en découdre : des « héros de l'après-guerre » qui veulent, par la violence, obtenir le respect de leur village et des filles. Ces jeunes serbes et albanais agissent ainsi car ils n'ont plus d'espoir dans un présent dans lequel ils considèrent que les forces de l'ONU n'apportent rien et dont ils jugent la présence illégitime.

Il faut donner le pouvoir à des Albanais ultra majoritaires dans le pays pour clarifier l'avenir de tous. C'est ce que **Bernard Kouchner** avait commencé à faire, les Serbes acceptant progressivement la situation, mais ce processus est aujourd'hui gelé. Il faut le reprendre sous peine de servir les intérêts des extrémistes serbes et albanais. Il faut soutenir le Premier ministre kosovar **Bajram Rexhepi**, homme modéré prônant la coexistence et la réconciliation.

## Borut Grgic

Borut Grgic est chercheur en détachement de l'Atlantic Council, analyste politique à la School of International Service à Washington et ancien chercheur du Center for Strategic and International Studies. Il est conseiller en politique étrangère auprès du ministère des Affaires étrangères slovène.

### « Les Balkans occidentaux revisités au Kosovo »

Source : Gulf News

Référence : « Western Balkans revisited in Kosovo », par Borut Grgic, *Gulf News*, 1er avril 2004.

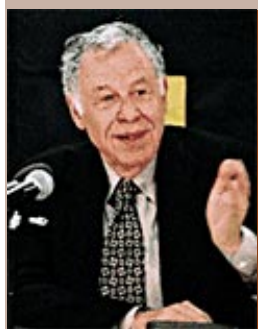
Compte tenu des récentes violences au Kosovo, il faut repenser la politique de l'Europe occidentale dans les Balkans. Alors que la Bulgarie et la Roumanie vont adhérer en 2007 et alors que l'adhésion de la Turquie sera débattue en décembre, l'avenir des Balkans reste coincé entre l'instabilité interne et un engagement équivoque de l'Union européenne.

Il y a aujourd'hui trois stratégies en route dans l'Union européenne : celle de la **Commission européenne** travaillant à une éventuelle adhésion de ces pays, celle

des pays de l'Union européenne qui souhaitent leur adhésion et celle des pays sceptiques devant l'élargissement. De leur côté, les dirigeants des pays des Balkans restent dans l'incertitude sur leur avenir alors que leur population a perdu ses illusions sur l'Union européenne. La jeunesse émigre, le nombre de retraités augmente, le taux de natalité diminue (hormis celui des Albanais) et la situation économique est mauvaise.

Il est nécessaire de changer d'approche et de coller au plus près à la réalité des différents pays de la région. Affirmer mener une politique régionale n'a pas de sens car si la Macédoine et, surtout, la Croatie se portent bien (Zagreb pourrait même bientôt prétendre à une adhésion à l'Union européenne), la Serbie, le Monténégro et le Kosovo n'ont toujours pas réglé leurs problèmes territoriaux et cette incertitude mine les résultats économiques. La Bosnie et le Kosovo dépendant des institutions internationales et il est crucial de renforcer les institutions locales. L'Albanie enfin a une dette énorme et un gouvernement qui ne contrôle que le centre du pays, le reste étant laissé au crime organisé. Il faut traiter différemment chaque pays et ne plus voir la région comme un tout. Nous devons concevoir un élargissement progressif en fonction des possibilités de chacun.

## Amitai Etzioni



Amitai Etzioni est professeur de sociologie à la George Washington University. Il est l'auteur de *The Limits of Privacy*. Il a été membre de la Task Force on National Security in the Information Age, groupe financé par la Markle Foundation, qui regroupait les principales sociétés de hautes technologies et des représentants des agences de renseignement des États-Unis.

### « La société civile religieuse est l'antidote à l'anarchie en Irak et en Afghanistan »

Source : Christian Science Monitor

Référence : « Religious civil society is antidote to anarchy in Iraq and Afghanistan », par Amitai Etzioni, *Christian Science Monitor*, 1er avril 2004.

Quand des pays comme l'Afghanistan et l'Irak sont libérés d'une dictature ou quand des régimes, comme celui de l'URSS, implosent, on assiste à un fort accroissement des comportements antisociaux : crimes, consommation de drogues, sida, alcoolisme, abandon des enfants, etc. Les États-Unis et leurs alliés ont tendance à considérer que c'est le prix à payer pour l'apprentissage de la liberté et à négliger le côté sombre des débuts de la démocratisation. Malheureusement, ces troubles sont si importants que certains citoyens en viennent à regretter l'ordre qui existait sous la tyrannie.

La Russie est un bon exemple de cette tendance avec une explosion du nombre de crimes, de toxicomanes ou de suicides en dix ans et l'Afghanistan et l'Irak suivent la même voie. Pourtant, les pays occidentaux se contentent, face à cette situation, d'accroître les forces de police. Il est vrai qu'elles doivent jouer un rôle, mais il faut surtout reconstruire un ordre qui refreine les comportements déviants et antisociaux.

Avec le temps, les sociétés libérées peuvent intégrer de nouveaux codes moraux et méthode de contrôle social, mais sur le court terme, il faut construire cet ordre sur ce qui est déjà en place. Il faut donc nous appuyer sur les musulmans modérés, ce que les réformateurs iraniens appellent « la société civile religieuse ». Nous ne devons pas tenter d'imposer la séparation de l'Église et de

l'État. Il faut s'appuyer sur les institutions religieuses et tribales dans un premier temps, puis les évolutions liées au développement économique feront changer les choses d'elles-mêmes.

## Yves Cochet



Ancien ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du gouvernement Jospin (2001-2002), Yves Cochet est député (Vert) de Paris.

### « Vers la pétro-apocalypse »

Source : Le Monde

Référence : « Vers la pétro-apocalypse », par Yves Cochet, *Le Monde*, 1er avril 2004.

Dans quelques années, la production mondiale de pétrole déclinera tandis que la demande ne cessera de croître. Cette famine pétrolière provoquera un choc inévitable que nous pouvons seulement espérer amortir à condition que cette échéance devienne le repère unique d'une mobilisation générale de nos sociétés. Suivant la méthode d'analyse du géologue américain King Hubbert, qui avait permis de prévoir le pic de production pétrolière domestique américain en 1970, on peut estimer que le pic de production du « triangle noir », Irak-Iran-Arabie saoudite sera atteint autour de 2010.

Les premiers secteurs touchés seront l'aviation et l'agriculture intensive, puis le reste de l'économie suivra. Cela conduira à une récession générale.

L'aveuglement des politiques et le panurgisme paniqué des marchés peut nous faire craindre le pire. Cette prophétie certaine est universellement ignorée ou sous-estimée. Il faut que l'ONU convienne aujourd'hui d'un accord fondé sur les objectifs de garantie, pour les pays pauvres, d'importer encore un peu de pétrole ; d'interdiction de tirer profit de la pénurie pétrolière ; d'incitation aux économies d'énergie ; de stimulation des énergies renouvelables.

Cette priorité disconviendra aux économistes et aux politiques, notamment américains. Les gouvernements successifs des États-Unis n'ont jamais remis en cause le mode de vie américain. Depuis le premier choc pétrolier de 1973-1974, toutes les interventions militaires américaines peuvent être analysées à la lumière de la crainte du manque de pétrole bon marché. Depuis cette période, les États occidentaux ont tenté de reprendre le contrôle du pétrole et de conjurer ainsi le spectre de la pénurie plutôt que de limiter la dépendance. Peu importaient les morts des guerres successives, leurs coûts ou les budgets d'armement. Cela a conduit à la Guerre Irak-Iran, puis aux Guerres d'Irak. Les guerres des Balkans trouvent également leur source et leur résolution dans la volonté américaine d'éloigner les Russes des routes de transport du pétrole de la Mer noire et de la Caspienne vers les ports de l'Adriatique. La géopolitique du pétrole autorise tous les pactes avec tous les diables islamistes et le projet de « Grand Moyen-Orient » n'est rien d'autre que la tentative de poser définitivement la main sur les robinets pétroliers de la région.

Les pays occidentaux continuent de croire à un pétrole inépuisable. Les puits vont s'épuiser et il n'y a pas d'énergie de substitution comparable. La seule voie est la sobriété énergétique.

## Tout va pour le mieux en Irak et dans le monde grâce aux États-Unis

# Le Congrès glorifie l'invasion de l'Irak

**Nous publions ici la résolution n°557 de la Chambre des représentants des États-Unis adoptée sans amendements. Elle proclame la libération de l'Irak, l'amélioration de la sécurité du monde depuis la victoire sur Saddam Hussein et la vaillance des GI's, privant ainsi de tout intérêt le débat sur les armes de destruction massive et les mobiles de la guerre. Cette déclaration d'autosatisfaction rappelle par son style littéraire les grands textes des régimes totalitaires. Elle manifeste un décalage étonnant entre le discours et la réalité : au moment où elle est adoptée, des bombes explosent à Madrid, la foule irakienne lynche des mercenaires états-uniens et le taux de suicide atteint des sommets chez les GI's.**

108ème Congrès, 2ème Session

### H. Res. 557

Relative à la libération du peuple irakien et au vaillant service des forces armées des États-Unis et des forces de la coalition

Soumise par M. Hyde (pour lui-même, M. DeLay, M. Blunt, Mlle Pryce de l'Ohio, M. Goss et M. Hunter) (...)

La Chambre des Représentants des États-Unis,  
le 17 mars 2004,

Considérant que Saddam Hussein et son régime ont commis des crimes contre l'humanité, violant systématiquement les droits de l'homme d'irakiens et de citoyens d'autres pays ;

Considérant que le régime de terreur de Saddam Hussein a soumis le peuple irakien au meurtre, à la torture, au viol et à l'amputation ;

Considérant que le 16 mars 1988, le régime de Saddam Hussein avait fait usage d'armes de destruction massive contre des citoyens kurdes, tuant près de 5 000 d'entre eux ;

Considérant que pas moins de 270 charniers, contenant les dépouilles de pas moins de 400 000 irakiens victimes du régime de Saddam Hussein, ont été trouvés en Irak ;

Considérant que le viol était utilisé pour intimider la population irakienne, les victimes étant souvent violées devant leur famille ;

Considérant que le régime a puni les Arabes des marais en asséchant les marais, jetant des centaines de milliers de réfugiés sur les routes et causant une catastrophe écologique ;

Considérant que la Loi pour la Libération de l'Irak de 1998 (Loi publique 105-338), adoptée par la Chambre des représentants par un vote de 360 contre 38, a intégré à la politique états-unienne le soutien aux efforts visant à écartier du pouvoir le régime dirigé par Saddam Hussein ;

Considérant que, le régime irakien ne s'étant pas conformé à 16 résolutions précédemment adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies, le Conseil de sécurité a approuvé à l'unanimité la Résolution 1441 le 8 novembre 2002, déclarant que l'Irak « a été et reste en infraction patente vis-à-vis de ses obligations dans le cadre des résolutions concernées, dont la résolution 687 (1991), en particulier par la non coopération de l'Irak avec les inspecteurs des Nations unies » ; et

Considérant que le 10 octobre 2002 la Chambre des représentants a adopté la résolution de 2002 autorisant le recours à la force militaire contre l'Irak (Loi publique 107-243) et que le 19 mars 2003 les Etats-Unis ont démarré des opérations militaires en Irak : pour ces motifs, décide que la Chambre des représentants

(1) affirme que les États-Unis et le monde ont été rendus plus sûrs par le renversement de Saddam Hussein et de son régime en Irak ;

(2) félicite le peuple irakien pour son courage face à une oppression et une brutalité horribles qui leur étaient infligées par le régime de Saddam Hussein ;

(3) félicite le peuple irakien pour l'adoption de la constitution provisoire ; et

(4) félicite les membres des forces armées des Etats-Unis et des forces de la coalition pour avoir libéré l'Irak et leur exprime sa gratitude pour leur vaillant service.

---

Document original : Bill relating to the liberation of the Iraqi people and the valiant service of the United States Armed Forces and Coalition forces.

## Documents



Bill relating to the liberation of the Iraqi people and the valiant service of the United States Armed Forces and Coalition forces.

PDF - 24.9 ko